ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 32.112/2/V

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre des Finances, le 31 juillet 2001, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un avant-projet de loi "concernant le passage définitif à l'euro", a donné le 14 août 2001 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES 32.112/2/V

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 31 juli 2001 door de Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "betreffende de definitieve omschakeling op de euro", heeft op 14 augustus 2001 het volgende advies gegeven :

OBSERVATION GENERALE

L'article 23 ne prévoit le marquage que des billets de 2.000 et 10.000 francs destinés à être retirés de la circulation. Interrogé sur les raisons de la limitation du marquage à ces billets, le délégué du ministre a apporté les précisions suivantes :

> "Le dernier Conseil des ministres restreint a décidé de ne pas limiter aux billets de 10.000 et 2.000 francs le marquage prévu à l'article 23 qui devrait donc faire l'objet d'un amendement prévoyant le marquage des billets de 1.000 et de 500 francs.
>
> Le motif du non-marquage des billets de 100 francs est dû au fait que le marquage de cette coupure présenterait deux inconvénients :
>
> 1. de grosses quantités de billets, d'où un certain coût de manipulation, avec éventuellement un investissement en matériel plus important;
>
> 2. des difficultés techniques pour le contrôle des billets avant destruction, vu l'usure de ces billets qui circulent beaucoup et s'usent donc plus rapidement.
>
> Il faut aussi tenir compte du fait qu'en ce qui concerne les volumes transportés, le gain en sécurité est 100 fois moins important que pour le billet de 10.000 francs.".

De l'accord du délégué du ministre, l'article devra être complété pour viser également les billets de 1.000 et de 500 francs.

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Dispositif

Article 3

Dans la version française de l'article 3, alinéa 4, il faut écrire "à l'alinéa 2" au lieu de "au deuxième alinéa" et "en vertu de l'article 1er, alinéa 1er" au lieu de "en vertu de l'article 1er, premier alinéa". Ces observations valent également mutatis mutandis pour les articles 5, 9, 14, 21 et 22 de l'avant-projet de loi.

.../...

Article 8

A l'article 1er, alinéa 2, en projet, il est préférable d'écrire "des pièces" au lieu de "de ces pièces".

Article 9

A l'article 2, alinéa 1er, en projet, les mots "en outre" seront omis.

Article 10

Dans la phrase liminaire, il y a lieu d'écrire "rétabli par la loi du 4 avril 1995" au lieu de "modifié par la loi du 4 avril 1995".

Article 11

La modification en projet a quasiment pour seul objet de remplacer les mots "monnaies divisionnaires", "monnaies nationales divisionnaires", et "monnaies" par les mots "pièces de monnaie". Cet objet ne nécessite pas le remplacement global de l'article 4, alinéas 1er, 2 et 3, de la loi du 12 juin 1930 portant création d'un Fonds monétaire. Mieux vaut se limiter au remplacement des mots que l'introduction de l'euro rend inadéquats et à la correction de pure forme apportée à l'article 4, alinéa 3, 1°, de la loi précitée.

Article 12

Dans la phrase liminaire, il y a lieu d'écrire "remplacé par la loi du 4 avril 1995" au lieu de "modifié par la loi du 4 avril 1995".

Article 18

Dans l'article 58 en projet, il faut écrire "visées à l'article 2, alinéa 1er" au lieu de "visées par l'article 2". Dans la version française du même article, il faut écrire "est transféré" au lieu de "soit transféré".

Article 19

1. La phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"Art. 19. Il est inséré dans le Livre II, Titre III, du Code pénal un chapitre IIbis, comprenant les articles 178bis et 178ter, rédigé comme suit :".

2. Afin de permettre au Parlement une discussion et un vote article par article en application de l'article 76 de la Constitution, mieux vaut scinder l'article 19 du projet en trois articles distincts : le premier, relatif à l'insertion d'un chapitre IIbis dans le Livre II, Titre III, du Code pénal; le deuxième, relatif à l'insertion d'un article 178bis dans ce chapitre IIbis nouveau; le troisième, relatif à l'insertion d'un article 178ter dans ce même chapitre.

Articles 20, § 2, 21 et 22

Ces articles introduisent dans la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur des dispositions temporaires. Or, conformément aux règles de légistique, il faut éviter d'introduire dans une disposition permanente des dispositions de pure circonstance. Dès lors, au lieu d'être insérées dans la loi du 14 juillet 1991, les dispositions en projet doivent seulement figurer dans la loi en projet.

Article 25

Dans la phrase liminaire, il faut écrire "remplacé par" au lieu de "inséré par".

Article 29

La phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"Art. 29. L'article 130^{1} du même Code, renuméroté et modifié par la loi du 13 août 1947, est remplacé par la disposition suivante :".

Article 30

La phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"Art. 30. L'article 130^{2} du même Code, inséré par la loi du 13 août 1947 et modifié par les lois des 22 mars 1965, 22 décembre 1989 et 22 juillet 1993, est remplacé par la disposition suivante :".

Article 31

La phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"Art. 31. L'article 131 du même Code, modifié par l'arrêté royal n° 264 du 27 mars 1936 et par la loi du 22 juillet 1993, est remplacé par la disposition suivante :".

Article 32

Cette disposition doit être écrite comme suit :

"Art. 32. L'article 136, alinéa 1er, du même Code, remplacé par la loi du 2 juillet 1930, est remplacé par l'alinéa suivant :

"La taxe est remboursée :

1° si la taxe acquittée (... la suite comme au projet);

2° lorsque le retrait (... la suite comme au projet) "".

Article 33

Les mots "inséré par les articles 54 et 60 de la loi du 13 août 1947" doivent être remplacés par les mots "remplacé par l'article 54 de la loi du 13 août 1947 et modifié par l'article 60 de la même loi".

Article 34

Au 1°, il faut ajouter les mots "renuméroté par la loi du 13 août 1947".

Au 2°, il faut préciser que l'article 203^1 a été renuméroté par l'arrêté royal n° 63 du 28 novembre 1939, confirmé par la loi du 16 juin 1947.

Au 3°, il faut écrire "inséré par l'arrêté royal n° 63 du 28 novembre 1939, confirmé par la loi du 16 juin 1947".

Article 36

Les mots "modifié par" doivent être remplacés par les mots "remplacé par".

Article 37

L'article 37, 7°, de l'avant-projet de loi abroge non seulement l'intitulé "Chapitre Ier - Statut monétaire" mais également les articles encore en vigueur figurant sous ce chapitre, à savoir les articles 4 à 6. En vertu de l'article 38, § 3, de l'avant-projet de loi, cette abrogation entre en vigueur le 1er mars 2002.

Il y a cependant lieu de tenir compte du fait que les infractions visées à l'article 6 de la loi du 23 décembre 1988 portant des dispositions relatives au statut monétaire, à la Banque Nationale de Belgique, à la politique monétaire et au Fonds monétaire, sont remplacées par les articles 178bis et 178ter, insérés dans le Code pénal par l'article 19 de l'avant-projet de loi dont l'entrée en vigueur est fixée au dixième jour suivant la publication de la loi en projet. Dès lors, c'est à cette date qu'il convient d'abroger l'article 6 de la loi du 23 décembre 1988 précitée. Les articles 37 et 38 de l'avant-projet de loi seront adaptés en conséquence.

Article 38

Au paragraphe 1er, de l'accord du délégué du ministre, il convient de viser également les articles 25 à 34 de l'avant-projet de loi.

Observations finales d'ordre linguistique et légistique

Le texte néerlandais de certaines dispositions du projet devrait être corrigé, surtout du point de vue de la correction de la langue et de la concordance entre les versions française et néerlandaise du projet. C'est sous réserve des observations de fond faites ci-dessus et à titre d'exemple que sont faites les propositions de texte ci-après:

Article 18

Au début de l'article, 58 il faudrait écrire : "... internationale evenementen ..." et à la fin "... de doelstellingen die met die evenementen worden nagestreefd. Bij de berekening ... van de gebruikte metalen, alsmede met de kosten van aanmaak en distributie."

Article 22

L'article 53, § 1er, alinéa 3, devrait être rédigé comme suit : "In afwijking van het eerste lid, wordt als sperperiode die voorafgaat aan de winterseizoenopruiming 2002 vastgesteld het tijdvak van 10 december 2001 tot en met 18 januari 2002."

Article 24

A l'article 36bis, en projet, il faudrait écrire : "Bij ontstentenis van enige vermelding ... (la suite comme au projet).".

Article 27

A l'article 128, en projet, il faudrait écrire "in tweevoud" et non "in dubbel" ainsi que "De duplicaten" au lieu de "De dubbels". Cette dernière observation vaut pour l'ensemble du projet.

Article29

A l'article 130^{1}, alinéa 1^{er}, il faudrait écrire "die ze vervangen" au lieu de "die hen vervangen". A l'alinéa 2, il faudrait écrire "Bij beëindiging van de zaken" au lieu de "Bij ophouding van zaken".

Article 30

L'article 130^{2}, en projet, devrait être rédigé comme suit :
"Art. 130^{2}. Op straffe van een boete ... van de administratie van de belasting over de toegevoegde waarde ... ter plaatse de duplicaten over te leggen van de borderellen of de listings die ze vervangen, ... (la suite comme au projet).

Article 37

Il faudrait écrire : "Opgeheven worden :" au lieu de "Worden opgeheven :"

Article 38

Au paragraphe 2, en projet, il faudrait écrire "deze wet" au lieu de "de huidige wet" et au paragraphe 3, en projet, "treedt in werking op" au lieu de "treedt in werking mat ingang van".

ALGEMENE OPMERKING

Volgens artikel 23 worden alleen de biljetten van 2.000 en 10.000 frank gemerkt die bestemd zijn om uit de omloop te worden genomen. Toen de gemachtigde van de minister is gevraagd waarom alleen die biljetten worden gemerkt, heeft hij het volgende gepreciseerd :

> "Le dernier Conseil des ministres restreint a décidé de ne pas limiter aux billets de 10.000 et 2.000 francs le marquage prévu à l'article 23 qui devrait donc faire l'objet d'un amendement prévoyant le marquage des billets de 1.000 et de 500 francs.
>
> Le motif du non-marquage des billets de 100 francs est dû au fait que le marquage de cette coupure présenterait deux inconvénients :
>
> 1. de grosses quantités de billets, d'où un certain coût de manipulation, avec éventuellement un investissement en matériel plus important;
>
> 2. des difficultés techniques pour le contrôle des billets avant destruction, vu l'usure de ces billets qui circulent beaucoup et s'usent donc plus rapidement.
>
> Il faut aussi tenir compte du fait qu'en ce qui concerne les volumes transportés, le gain en sécurité est 100 fois moins important que pour le billet de 10.000 francs.".

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat het artikel moet worden aangevuld zodat het ook betrekking heeft op de biljetten van 1.000 en 500 frank.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Dispositief

Artikel 3

In de Franse versie van artikel 3, vierde lid, schrijve men "à l'alinéa 2" in plaats van "au deuxième alinéa" en "en vertu de l'article 1er, alinéa 1er". Die opmerkingen gelden mutatis mutandis ook voor de artikelen 5, 9, 14, 21 en 22 van het voorontwerp van wet.

.../...

Artikel 8

In het ontworpen artikel 1, tweede lid, is het beter de woorden "van deze muntstukken" te vervangen door de woorden "van de muntstukken".

Artikel 9

In het ontworpen artikel 2, eerste lid, moet het woord "tevens" vervallen.

Artikel 10

In de inleidende zin schrijve men "hersteld bij de wet van 4 april 1995" in plaats van "gewijzigd bij de wet van 4 april 1995".

Artikel 11

De ontworpen wijziging heeft nagenoeg alleen tot doel de woorden "deelmunten", "nationale deelmunten" en "munten" te vervangen door het woord "muntstukken". Voor dat doel hoeven het eerste, tweede en derde lid van artikel 4 van de wet van 12 juni 1930 tot oprichting van een muntfonds niet in hun geheel te worden vervangen. Het is beter alleen die woorden te vervangen die door de invoering van de euro inadequaat worden en in artikel 4, derde lid, 1°, van de genoemde wet uitsluitend de loutere vormcorrectie aan te brengen.

Artikel 12

In de inleidende zin schrijve men : "vervangen bij de wet van 4 april 1995" in plaats van "gewijzigd bij de wet van 4 april 1995".

.../...

Artikel 18

In het ontworpen artikel 58 schrijve men "als bedoeld in artikel 2, eerste lid" in plaats van "beoogd in artikel 2". In de Franse versie van dat artikel schrijve men "est transféré" in plaats van "soit transféré".

Artikel 19

1. De inleidende zin moet als volgt worden gesteld :

"Art. 19. In boek II, titel III, van het Strafwetboek wordt een hoofdstuk IIbis, bestaande uit de artikelen 178bis en 178ter, ingevoegd, luidende :".

2. Opdat het parlement met toepassing van artikel 76 van de Grondwet elk artikel afzonderlijk kan bespreken en over elk artikel afzonderlijk kan stemmen, zou het beter zijn artikel 19 van het ontwerp in drie afzonderlijke artikelen op te splitsen : een eerste artikel over de invoeging van een hoofdstuk IIbis in boek II, titel III, van het Strafwetboek; een tweede artikel over de invoeging van een artikel 178bis in dat nieuwe hoofdstuk IIbis; een derde artikel over de invoeging van een artikel 178ter in datzelfde hoofdstuk.

Artikelen 20, § 2, 21 en 22

Bij deze artikelen worden tijdelijke bepalingen ingevoegd in de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument. Volgens de wetgevingstechniek is het niet geraden een gelegenheidsbepaling op te nemen in een regeling van blijvende aard. De ontworpen bepalingen mogen dus alleen in de ontworpen wet voorkomen en mogen niet in de wet van 14 juli 1991 worden ingevoegd.

Artikel 25

In de inleidende zin schrijve men "vervangen bij" in plaats van "ingevoegd bij".

Artikel 29

De inleidende zin moet gesteld worden als volgt :

"Art. 29. Artikel 130^{1} van hetzelfde wetboek, vernummerd en gewijzigd bij de wet van 13 augustus 1947, wordt vervangen als volgt :".

Artikel 30

De inleidende zin moet gesteld worden als volgt :

"Art. 30. Artikel 130^{2} van hetzelfde wetboek, ingevoegd bij de wet van 13 augustus 1947 en gewijzigd bij de wetten van 22 maart 1965, 22 december 1989 en 22 juli 1993, wordt vervangen als volgt :".

Artikel 31

De inleidende zin moet gesteld worden als volgt :

"Art. 31. Artikel 131 van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 264 van 27 maart 1936 en bij de wet van 22 juli 1993, wordt vervangen als volgt :".

Artikel 32

Deze bepaling moet gesteld worden als volgt :

"Art. 32. Artikel 136, eerste lid, van hetzelfde wetboek, vervangen bij de wet van 2 juli 1930, wordt vervangen als volgt :

“De taks wordt terugbetaald :

1° wanneer de betaalde taks (... voorts zoals in het ontwerp);

2° wanneer de intrekking, wijziging of verbetering van de beurskoersen de nietigverklaring of wijziging van het oorspronkelijk verstrekte borderel tot gevolg heeft ”."

Artikel 33

De woorden "ingevoegd bij de artikelen 54 en 60 van de wet van 13 augustus 1947" moeten vervangen worden door de woorden "vervangen bij artikel 54 van de wet van 13 augustus 1947 en gewijzigd bij artikel 60 van dezelfde wet".

Artikel 34

Onderdeel 1° behoort te worden aangevuld met de woorden "vernummerd bij de wet van 13 augustus 1947".

In 2° behoort te worden vermeld dat artikel 203^{1} vernummerd is bij het koninklijk besluit nr. 63 van 28 november 1939, bekrachtigd bij de wet van 16 juni 1947.

In 3° schrijve men "ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 63 van 28 november 1939, bekrachtigd bij de wet van 16 juni 1947".

.../...

Artikel 36

De woorden "gewijzigd bij" moeten vervangen worden door de woorden "vervangen bij".

Artikel 37

Artikel 37, 7°, van het voorontwerp van wet heft niet alleen het opschrift "Hoofdstuk I - Monetair statuut" op, maar ook de nog geldende artikelen die in dat hoofdstuk staan, namelijk de artikelen 4 tot 6. Krachtens artikel 38, § 3, van het voorontwerp van wet, treedt die opheffing in werking op 1 maart 2002.

Er dient evenwel rekening mee te worden gehouden dat de strafbare feiten genoemd in de wet van 23 december 1988 houdende bepalingen met betrekking tot het monetair statuut, de Nationale Bank van België, het monetair beleid en het Muntfonds vervangen worden door de artikelen 178bis en 178ter, die in het Strafwetboek worden ingevoegd bij artikel 19 van het voorontwerp van wet, dat in werking zal treden op de tiende dag na de bekendmaking van de ontworpen wet. Artikel 6 van de genoemde wet van 23 december 1988 behoort bijgevolg op die datum te worden opgeheven. De artikelen 37 en 38 van het voorontwerp van wet moeten dienovereenkomstig worden aangepast.

Artikel 38

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat in paragraaf 1 ook de artikelen 25 tot 34 van het voorontwerp van wet moeten worden vermeld.

Slotopmerkingen van taalkundige en wetgevingstechnische aard

De Nederlandse tekst van sommige bepalingen van het ontwerp zou verbeterd moeten worden, hoofdzakelijk uit een oogpunt van correct taalgebruik en overeenstemming tussen de Nederlandse en Franse lezing van het ontwerp. Onder voorbehoud van de hiervoren gemaakte inhoudelijke opmerkingen worden bij wijze van voorbeeld de volgende tekstvoorstellen gedaan.

Artikel 18

Aan het begin van het ontworpen artikel 58 zou geschreven moeten worden : "... internationale evenementen ..." en aan het slot "... de doelstellingen die met die evenementen worden nagestreefd. Bij de berekening ... van de gebruikte metalen, alsmede met de kosten van aanmaak en distributie.".

Artikel 22

Het ontworpen artikel 53, § 1, derde lid, zou aldus gesteld moeten worden : "In afwijking van het eerste lid, wordt als sperperiode die voorafgaat aan de winterseizoenopruiming 2002 vastgesteld het tijdvak van 10 december 2001 tot en met 18 januari 2002.".

Artikel 24

In het ontworpen artikel 36bis schrijve men : "Bij ontstentenis van enige vermelding ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 27

In het ontworpen artikel 128 schrijve men "in tweevoud" en niet "in dubbel" alsook "De duplicaten" in plaats van "De dubbels". Deze laatste opmerking geldt voor heel het ontwerp.

Artikel 29

In het ontworpen artikel 130^1 schrijve men in het eerste lid "die ze vervangen" in plaats van "die hen vervangen". In het tweede lid schrijve men "Bij beëindiging van de zaken" in plaats van "Bij ophouding van zaken".

Artikel 30

Het ontworpen artikel 130^2 zou aldus gesteld moeten worden :

"Art. 130^2. Op straffe van een boete ... van de administratie van de belasting over de toegevoegde waarde ... ter plaatse de duplicaten over te leggen van de borderellen of de listings die ze vervangen, ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 37

Men schrijve : "Opgeheven worden :" in plaats van "Worden opgeheven :".

Artikel 38

In de ontworpen paragraaf 2, schrijve men "deze wet" in plaats van "de huidige wet" en in de ontworpen paragraaf 3, "treedt in werking op" in plaats van "treedt in werking met ingang van".

La chambre était composée de

Messieurs	R. ANDERSEN,	président du Conseil d'Etat,
de Heren		voorzitter van de Raad van State,
	P. QUERTAINMONT,	conseillers d'Etat,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
Madame	C. GIGOT,	greffier,
Mevrouw		griffier.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, premier auditeur chef de section. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. BROUWERS, référendaire.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De kamer was samengesteld uit

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, eerste auditeur-afdelingshoofd. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. P. BROUWERS, referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

C. GIGOT

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

R. ANDERSEN